



PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

**Préfecture  
Cabinet  
Service Interministériel de  
Défense  
et de Protection Civile**

**ARRÊTÉ n° 20 du 10 AOÛT 2017**  
**(version consolidée)**

portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de l'établissement S.I.G.A.P. OUEST implanté 274 rue Jean-Jaurès à Niort

**Le Préfet des Deux-Sèvres**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 125-2-1 et R. 125-8-1 à R. 125-8-5
  - Vu** le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
  - Vu** le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral du 28 février 1961 autorisant la société S.I.G.A.P. OUEST à exploiter 274 rue Jean-Jaurès à Niort, une unité de stockage de gaz combustibles liquéfiés ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2013 portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de la société S.I.G.A.P. OUEST de Niort ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2014 modifiant l'arrêté du 12 septembre 2013 susvisé ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2014 portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de l'établissement S.I.G.A.P. OUEST implanté 274, rue Jean Jaurès à Niort (version consolidée) ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral du 16 juin 2015 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2014 susvisé ;
  - Vu** le message par lequel M. Gérard GOY fait part de son souhait de ne plus être membre de cette CSS ;
  - Vu** le message par lequel M. Jacques TAPIN, co-président du Conseil de quartier Goise-Champommier-Champclairot accepte de remplacer M. Gérard GOY au sein du collège « riverains » de cette CSS ;
- Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Périmètre de la commission**

Il est créé la commission de suivi de site, prévue à l'article L. 125-2-1 du code de l'environnement, autour de l'établissement S.I.G.A.P. Ouest, implantée 274 rue Jean Jaurès à Niort, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation en vertu de l'arrêté préfectoral du 28 février 1961.

## Article 2 : Composition de la commission

La commission de suivi de site, visée à l'article 1<sup>er</sup>, est composée comme suit :

### Collège « Administration de l'Etat » :

- ☉ le Préfet ou son représentant,
- ☉ le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- ☉ le Directeur départemental des Territoires ou son représentant,
- ☉ le Directeur du Service départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant,

### Collège Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés :

- ☉ le Conseiller municipal de la ville de Niort, chargé des risques majeurs, titulaire, ou le Conseiller municipal de la ville de Niort, chargé de la réglementation commission de sécurité des ERP, suppléant,
- ☉ M. Claude ROULLEAU, 1<sup>er</sup> vice-président de la Communauté d'Agglomération du Niortais, titulaire, ou M. Marc THÉBAULT, membre du bureau de la communauté d'Agglomération du Niortais, suppléant,
- ☉ M. Guillaume JUN, conseiller départemental titulaire ou Mme Agnès JARRY, conseillère départementale, sa suppléante.

### Collège « Riverains de l'installation classée pour laquelle la commission est créée ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission est créée » :

- ☉ M. Arnaud MACÉ de LÉPINAY, titulaire, ou M. Pierre-Olivier AUBOUIN, son suppléant, pour « Sèvre Environnement »,
- ☉ Mme Sylvie DUPUIS-DULUC, riveraine du site où est implantée l'établissement SIGAP OUEST,
- ☉ M. Jacques TAPIN, co-président du Conseil de quartier Goise-Champommier-Champclairot,
- ☉ M. le directeur de l'usine ARIZONA CHEMICAL, titulaire, ou le responsable sécurité-environnement de l'usine, son suppléant,
- ☉ M. Christophe GAUDIN, directeur d'ORTEC Services Environnement, titulaire, ou M. Jérôme VILLARD, directeur de la société TECNAL, son suppléant.

### Collège « Exploitants de l'installation classée pour laquelle la commission est créée ou organismes professionnels la représentant » :

- ☉ Le chef de dépôt S.I.G.A.P. OUEST implanté à Niort, titulaire, ou son adjoint, suppléant,
- ☉ L'ingénieur sécurité environnement Antargaz, titulaire, ou la responsable projet Antargaz, sa suppléante,
- ☉ Le gérant de la société S.I.G.A.P. OUEST, titulaire, ou le chef de centre S.I.G.A.P. OUEST, son suppléant.

### Collège « salariés de l'installation classée pour laquelle la commission est créée »

- ☉ Un représentant des personnels de l'établissement SIGAP OUEST choisi parmi les salariés protégés au sens du code du travail

### Personnalités qualifiées

- ☉ Le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant
- ☉ L'inspecteur du travail ou son représentant



### **Article 3: Président et composition du bureau**

La commission de suivi de site est présidée par le Préfet ou son représentant, membre du collège "administration".

La commission de suivi de site comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné de la façon suivante :

- Pour le collège "administration" : la DREAL,
- Pour le collège "collectivités territoriales" : la ville de Niort,
- Pour le collège "riverains" : la société ARIZONA CHEMICAL,
- Pour le collège "exploitant" : la société S.I.G.A.P. OUEST
- Pour le collège "salariés" : le membre du collège

### **Article 4: Durée du mandat**

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à cinq ans.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé, en informe le président.

### **Article 5: Fonctionnement de la commission**

#### **→ Missions**

L'article R125-8-3 du code de l'environnement définit les missions de cette commission.

Seront notamment portés à la connaissance de cette commission : le bilan de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, le bilan de l'exploitant, les éventuels projets de modification des installations, toute modification du plan particulier d'intervention élaboré pour l'établissement ainsi que les projets d'exercice de sécurité civile pour tester ce plan et les enseignements qui en auront été retirés.

#### **→ Organisation**

Le président s'appuie sur le bureau et sur le secrétariat pour assurer le fonctionnement de la commission.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier puisse participer aux votes de la commission.

Les membres du bureau par tous moyens, y compris électroniques, et ce, sans nécessairement réunion préalable :

- choisissent les dates et lieux des réunions de la commission en relation avec le secrétariat,
- élaborent et fixent l'ordre du jour,
- décident si les réunions sont ouvertes au public et aux médias.

L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis au titre du premier alinéa de l'article D125-31 du code de l'environnement est de droit.

Tout membre de la commission peut adresser au bureau une ou des questions écrites qu'il souhaite pouvoir aborder au cours de la réunion.

Les décisions du bureau sont prises à la majorité des voix des membres qui le constitue. Le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Lorsque la date et l'ordre du jour ont été définis par le bureau, le secrétariat, assuré par le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, est chargé de convoquer les membres de la commission et d'organiser les réunions.

Les documents préparatoires seront accessibles au moyen d'un lien communiqué dans la convocation et par message électronique, sur demande.

Le compte-rendu de la réunion est rédigé par les services de la DREAL qui peuvent se faire assister d'un prestataire de leur choix.

Lors de la réunion suivante, les membres de la commission seront invités à approuver formellement le compte-rendu de la réunion précédente.

### → Réunion

La commission se réunit, sur convocation de son président, au moins une fois par an.

Le président peut, en outre, convoquer le bureau ou la commission en séance plénière :

- pour une réunion d'urgence si un incident pouvant entraîner des conséquences pour la population survient,
- sur proposition d'au-moins trois membres du bureau.

Sauf en cas d'urgence, la convocation est transmise aux membres de la commission quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

Lorsqu'un membre ne peut participer à une réunion, ni être suppléé, il peut mandater l'un des membres de la commission pour le remplacer. Toutefois, aucun membre ne peut détenir plus d'un mandat.

### → Modalités de vote

Les cinq collèges mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, bénéficient du même poids dans la prise de décision.

Les modalités de vote sont donc arrêtées comme suit :

Collège	Nombre de membres du collège	Nombre de voix par membre	Nombre de voix du collège
Administration de l'État	4	15	60
Collectivités territoriales	3	20	60
Riverains et associations	5	12	60
Exploitants	3	20	60
Salariés	1	60	60

Il est attribué 15 voix à chaque personnalité qualifiée.

Le vote est effectué au moyen d'un bulletin comportant la qualité ou le nom du membre et le nombre de voix qui lui est attribué.

Si un membre n'est pas représenté et n'a pas donné mandat, il n'est pas pris en compte dans le calcul du nombre de voix total exprimé.

La commission se prononce à la majorité des voix exprimées.

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

### → Information et communication

Les compte-rendus des réunions de la commission approuvés et signés par le président seront insérés sur les sites internet de la préfecture et de la DREAL.

A la demande de l'exploitant, certaines données portant sur les secrets de fabrication, commerciales ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publique ne seront pas portés à la connaissance du public.

Le bureau et le président de la commission sont chargés de la bonne application de ce règlement intérieur qui pourra être modifié selon les règles de délibération en vigueur, sur proposition du président ou du bureau ou sur demande d'au-moins la moitié des membres de la commission.



## **Article 6: Validité des consultations**

Les consultations du comité local d'information et de concertation créé par arrêtés du 4 juillet 2006 et du 26 février 2009 modifié, auxquelles il a été procédé avant l'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté du 12 septembre 2013 modifié susvisé, demeurent valides en tant qu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

Les consultations de la CSS créée par arrêté préfectoral du 12 septembre 2013 modifié susvisé et par arrêté préfectoral du 8 décembre 2014 modifié susvisé auxquelles il a été précédé avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté, demeurent valides.

## **Article 7: Abrogation**

Les arrêtés préfectoraux relatifs à la constitution d'un comité local d'information et de concertation (CLIC) pour une unité de stockage de gaz exploitée par la société S.I.G.A.P. OUEST à Niort susvisés sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 13 septembre 2013 susvisé.

Le présent arrêté se substitue, à compter de son entrée en vigueur, aux arrêtés préfectoraux du 12 septembre 2013 modifié et du 8 décembre 2014 modifié susvisés portant création d'une commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de la société S.I.G.A.P. OUEST de Niort qui sont abrogés à compter de cette même date.

## **Article 8: Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet des Deux-Sèvres ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers.

## **Article 9: Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Deux-Sèvres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à chacun des membres de la commission de suivi de site créée dans le cadre du fonctionnement de l'établissement SIGAP OUEST implanté à Niort,
- affiché en mairie de Niort pendant une durée minimale d'un mois,
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture,
- consultable sur le site internet de la préfecture des Deux-Sèvres.

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture



Didier DORÉ

